

Marché public de services

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES



**Exploitation et maintenance multitechnique de l'école nationale
supérieure de la police**

Consultation n°1SGSC-2025-TVXMULTITECH

M0 : 03/2025

POUVOIR ADJUDICATEUR EXERÇANT LA MAITRISE D'OUVRAGE
<p>ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE LA POLICE 9 rue Carnot 69450 SAINT-CYR-AU-MONT-D'OR</p>

LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS
<p>ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE LA POLICE Site de Saint Cyr au Mont d'Or 9 Rue Carnot 69450 SAINT CYR AU MONT D'OR</p>

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)
<p>Monsieur David LE BARS, directeur de l'école nationale supérieure de la police.</p>

Comptable assignataire
<p>Monsieur Christophe DAMMENE, agent comptable de l'ENSP</p>

Table des matières

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR	- 5 -
1.1 PRESENTATION DU MARCHE	- 5 -
1.2 SITUATION DE L'OPERATION	- 5 -
1.3 PARTIES CONTRACTANTES – INTERVENANTS	- 5 -
1.3.1 Maitre d'ouvrage	- 5 -
1.3.2 Exécutant	- 5 -
ARTICLE 2 : DISPOSITION GENERALES	- 5 -
2.1 DECOMPOSITION DU MARCHE	- 6 -
2.1.1 Tranches	- 6 -
2.1.2 Lots	- 6 -
2.1.3 Phases	- 6 -
2.2 REPRESENTATION DES PARTIES	- 6 -
2.3 FORME ET ETENDUE DU MARCHE	- 6 -
2.5 DUREE DU MARCHE	- 7 -
ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	- 7 -
3.1 EMISSION ET EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	- 7 -
3.2 CONDITION D'EXECUTION	- 8 -
3.2.1. Prise en charge du matériel et des équipements en début de marché	- 8 -
3.2.2. Remise du matériel et des équipements en fin de marché	- 8 -
3.2.3. Protection des installations existantes	- 9 -
3.3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	- 9 -
3.3.1 Obligation de conseil	- 9 -
3.3.2 Obligation d'information	- 9 -
3.3.4 Personnel du titulaire	- 10 -
3.4 RESPONSABILITE DU TITULAIRE	- 10 -
3.5 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES	- 11 -
3.6 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	- 11 -
ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS	- 11 -
ARTICLE 5 : MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES	- 12 -
ARTICLE 6 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES	- 12 -
6.1 FORME ET CONTENU DES PRIX	- 12 -
6.2 VARIATION DES PRIX	- 13 -
6.3 MODALITES FINANCIERES	- 13 -
6.3.1 Répartition des paiements	- 13 -
6.3.2 Modalités de facturation	- 14 -

6.3.3 Intérêts moratoires	- 14 -
6.3.4 Avance	- 15 -
ARTICLE 7 : DISPOSITIONS DIVERSES.....	- 15 -
7.1 ECHANGES DEMATERIALISES.....	- 15 -
7.2 SOUS TRAITANCE.....	- 15 -
7.3 ASSURANCES	- 16 -
7.4 GARANTIES	- 16 -
7.5 AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES	- 17 -
ARTICLE 8 – DELAI D’EXECUTION – PENALITES ET PRIMES – MODALITES D’EXECUTION	- 17 -
8.1 DELAI D’EXECUTION	- 17 -
8.2 ETAT DES LIEUX.....	- 17 -
8.3 RESULTATS ET VERIFICATION	- 18 -
8.4 PENALITES.....	- 18 -
8.5 CONDITIONS D’EXECUTION	- 22 -
8.5.1 Le personnel	- 22 -
8.5.2 Modalités.....	- 22 -
8.5.3 Vérifications qualitatives et quantitatives.....	- 23 -
ARTICLE 9 : UTILISATION DES RESULTATS, CONFIDENTIALITE et RGPD	- 23 -
9.1 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL - RGPD	- 24 -
9.2 CONFIDENTIALITE.....	- 24 -
9.3 DISPOSITIONS RELATIVES A LA DISCRETION PROFESSIONNELLE ET AU RESPECT DES PRINCIPES D’EGALITE, DE LAICITE ET DE NEUTRALITE.....	- 24 -
9.3.1 Comportement du personnel.....	- 24 -
9.3.2 Respect des principes d’Egalite, de laïcité et de neutralité	- 25 -
ARTICLE 10 : RESILIATION DU MARCHE – DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES	- 25 -
10.1 RESILIATION DU MARCHE.....	- 25 -
10.2 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	- 26 -
ARTICLE 11 : COMPLEMENT AU CCAP.....	- 26 -
ARTICLE 12 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES.....	- 26 -
ARTICLE 13 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	- 26 -

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

1.1 PRESENTATION DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la vérification, la maintenance, l'entretien et le dépannage des équipements de l'Ecole Nationale Supérieure de la Police à Saint Cyr au Mont d'Or.

1.2 SITUATION DE L'OPERATION

Site de Saint Cyr au Mont d'Or – département du Rhône (69)

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE LA POLICE
9 Rue Carnot
69450 SAINT CYR AU MONT D'OR

CONTRAINTE D'ACCES

Le titulaire s'engage à prendre les mesures pour :

- Fournir préalablement à toutes interventions, les identités des personnes susceptibles d'intervenir sur le chantier (fournisseurs et sous-traitants également) au moins 5 jours ouvrés avant la date d'intervention.
- Identifier clairement toutes les personnes du chantier (tenues, badge... etc.). Une liste "personnel" sera tenue à jour et diffusée à l'ENSP. Elle devra être initiée dès la notification du marché. Tous les salariés, y compris les sous-traitants, devront être pourvus de cartes d'identification professionnelle BTP.

L'acheteur se réserve le droit d'interdire l'accès à toute personne ayant eu un passé judiciaire.

1.3 PARTIES CONTRACTANTES – INTERVENANTS

1.3.1 Maitre d'ouvrage

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE LA POLICE
SIRET n°196 901 896 000 15
9 rue Carnot
69450 SAINT-CYR-AU-MONT-D'OR

1.3.2 Exécutant

L'entreprise titulaire du marché désigné à l'acte d'engagement.

ARTICLE 2 : DISPOSITION GENERALES

2.1 DECOMPOSITION DU MARCHE

2.1.1 Tranches

Le présent marché est un marché unique. Le marché est composé d'une seule tranche (ferme).

2.1.2 Lots

Les prestations objet de la présente consultation ne sont pas alloti.

2.1.3 Phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases

2.2 REPRESENTATION DES PARTIES

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS), dès la notification du marché, le titulaire et le maître de l'ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître de l'ouvrage ou au titulaire.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et l'acheteur en cours d'exécution du marché.

Le Titulaire désigne un Responsable Technique et Administratif (RTA) qui doit être accepté par l'ENSP et qui est l'interlocuteur direct et habituel de l'ENSP.

2.3 FORME ET ETENDUE DU MARCHE

Les prestations donnent lieu à un marché à procédure formalisée.

Le marché est conclu à prix mixte :

- A prix forfaitaire pour les prestations suivantes :

L'entretien et la maintenance des installations sur le patrimoine de l'ENSP, site de SAINT CYR AU MONT D'OR (voir descriptif au CCTP du marché).

La notification du marché vaut bon de commande pour cette prestation.

- A prix unitaire pour les prestations suivantes :

Les interventions ponctuelles de maintenance préventives et curative à la demande de l'E NSP.

Ces prestations pourront faire l'objet de commandes ponctuelles et se baseront sur les prix indiqués au bordereau des prix unitaires (BPU).

Ces prestations pourront également être effectués par d'autres prestataires. L'acheteur se réserve le droit pour ces interventions ponctuelles, de faire appel, pendant la durée d'exécution du présent marché, à d'autres prestataires ou fournisseurs pour des prestations ou des fournitures similaires ou identiques à celles objet du présent marché.

Cette non-exclusivité ne confère aucun droit au titulaire de revendiquer un quelconque avantage, compensation ou préjudice, ni à restreindre l'acheteur dans le choix de ses partenaires. En conséquence, le présent marché n'engage en aucune manière l'acheteur public à commander exclusivement auprès de l'attributaire, ni à recourir de manière prioritaire à ses services pour les prestations de maintenance préventives et curatives.

2.5 DUREE DU MARCHE

Le présent marché est passé pour une durée de 12 mois à compter de sa date de notification (date de notification de l'Acte d'Engagement).

Le marché pourra faire l'objet de une à trois tacites reconductions (de 12 mois chacune), sauf dénonciation par le pouvoir adjudicateur par courrier recommandé avec accusé-réception adressé au titulaire du marché, au moins deux mois avant l'expiration de la période en cours.

Le titulaire ne peut s'opposer à ces reconductions.

La durée globale du marché ne pourra pas dépasser quatre ans.

Date prévisionnelle de démarrage des prestations : Avril 2025

ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1 EMISSION ET EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

La notification du marché vaut bon de commande pour la partie forfaitaire.

Le récapitulatif des commandes pour les prestations unitaires sont faites par le moyen de bons de commande, transmis au titulaire. Ce récapitulatif des commandes, comporte :

- la référence au marché ;
- la période considérée ;
- la désignation de la (ou des) prestation(s) ;
- la quantité commandée.

La signature des bons de commande n'est pas requise.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de

prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 2 mois suivant la fin du marché.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

3.2 CONDITION D'EXECUTION

3.2.1. Prise en charge du matériel et des équipements en début de marché

Le Titulaire reconnaît avoir visité les lieux préalablement à la remise de son offre et il est réputé avoir une parfaite connaissance :

- De la consistance des locaux, de la consistance des équipements et installations dont il doit assurer l'exploitation et la maintenance,
- Des contraintes dues à leur destination,
- Des contraintes inhérentes aux sites : les implantations géographiques, les moyens de communication, les ressources en main d'œuvre,
- Des contraintes particulières d'accès liées à la spécificité des locaux.

Le Titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur les installations ou de faire état d'une erreur, omission ou imprécision quelconque, pour ne pas exécuter tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement de sa mission dans le cadre défini par le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et le cahier des clauses technique particulières (CCTP).

Il renonce à faire état des éventuelles difficultés provenant de l'état des équipements et installations.

Il demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire soit de son fait, soit par manque de vérification des plans, des schémas et des divers documents contractuels.

Il est établi à la prise en charge un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux, comprenant une description quantitative et qualitative des installations et équipements faisant partie du marché forfaitaire du Titulaire.

Le Titulaire porte au Procès-verbal toutes les remarques et réserves qui lui semblent opportunes.

Cependant, ces réserves ou inexactitudes qui peuvent être évoquées après la passation du marché, ne le libère pas de ses obligations d'exploitation et de maintenance comme il est précisé ci-dessus et ne remettent pas en cause le prix forfaitaire arrêté.

Il renonce donc à faire état des éventuelles difficultés provenant de l'état des équipements ou installations.

Le Titulaire doit connaître le marché dans son intégralité et de ce fait signaler tout manque de concordance éventuelle dans les documents. Faute de l'avoir fait, il en serait responsable et ne pourrait obtenir de supplément pour un travail litigieux.

3.2.2. Remise du matériel et des équipements en fin de marché

Le Titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement et à restituer toute la documentation qui lui a été remise en début de marché ou constituée par lui au cours du marché. Tous les documents d'exploitation et de maintenance sont remis à l'ENSP.

Au plus tard trois mois avant l'expiration du marché, un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements et de leur niveau d'entretien, est établi avec la présence éventuelle du nouveau Titulaire désigné et de tout expert désigné par l'ENSP.

Le Titulaire dispose de deux mois pour lever les réserves formulées dans le procès-verbal. Le constat de levée de réserves sera effectué lors du début du dernier mois du marché.

Dans le cas contraire, les travaux de remise en état peuvent être assurés par l'ENSP à la charge du Titulaire. Le paiement de ces travaux est assuré par une réfaction sur les dernières factures ou par tout autre moyen.

Les stipulations précédentes sont également applicables en cas de résiliation.

Le Titulaire accepte pendant le dernier mois de son marché, la présence éventuelle du nouveau Titulaire sans rémunération supplémentaire.

3.2.3. Protection des installations existantes

La mission du Titulaire étant de maintenir les installations existantes en bon état de fonctionnement, les dégâts ou les interruptions de service qui peuvent résulter de sa faute sont réparés par lui-même et à ses propres frais.

A défaut d'exécution rapide de ces réparations ou après ordre de service resté sans effet, l'ENSP peut, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une mise en demeure, les faire exécuter aux frais du Titulaire par tous les moyens qu'il juge bon.

Si des dégâts sont occasionnés aux installations par sa faute, il fait procéder à ses frais à toutes réparations quel qu'en soit l'endroit. Il assure à ses frais la remise en service de l'exploitation après réparation. Les travaux sont exécutés sous le contrôle d'un Maître d'œuvre, désigné par l'ENSP dont les frais sont également supportés par l'Entrepreneur.

3.3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

3.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

3.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à

compromettre la bonne exécution des prestations.

3.3.3 Obligations diverses

Le titulaire du marché s'engage à identifier l'ensemble de ses agents intervenant sur le site par le port d'un badge ou d'une tenue comportant le nom de l'entreprise.

Le titulaire s'engage également à fournir une liste nominative du personnel, y compris ceux des renforts, affecté sur le site. En cas de modification de la liste le titulaire la transmet sous 48 heures à l'ENSP, les noms, prénoms, date et lieu de naissance de tous les agents intervenant.

L'acheteur se réserve le droit d'interdire l'accès à toute personne ayant eu un passé judiciaire.

Le titulaire doit fournir un calendrier des interventions périodiques pour l'année à venir à la date anniversaire du marché. Il doit fournir préalablement à toutes interventions, les identités des personnes susceptibles d'intervenir sur le chantier (fournisseurs et sous-traitants également) au moins 5 jours ouvrés avant la date d'intervention.

Le Titulaire doit assurer des actions de formation de son personnel et s'assurer de l'état des connaissances sur le plan de la technique et de la sécurité. Il tient à jour un document permettant de juger de l'efficacité de la formation dispensée et en informe l'ENSP à chacune de ses demandes.

3.3.4 Personnel du titulaire

Le personnel d'intervention dispose de diplômes et compétences adaptées, à justifier avant toute intervention des agents. Ils doivent de plus avoir obtenu une habilitation en rapport avec les installations pour pouvoir intervenir. Les agents doivent obligatoirement disposer d'une carte professionnelle à l'adresse de l'entreprise.

Le Titulaire doit informer l'ENSP de tout changement de personnel en cours de marché.

Afin de satisfaire aux obligations de résultat et de qualité fixées au présent marché, l'ENSP se réserve le droit à tout moment et sans avoir à en justifier de :

- Demander le remplacement de tout membre du personnel du Titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.
- Le renforcement en qualification du personnel du Titulaire.

Les prestations et travaux sont exécutés sous la direction du Titulaire qui doit se conformer strictement aux prescriptions de l'ENSP.

3.4 RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

3.5 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES

Tous les ordres de services relatifs à la réalisation de prestations supplémentaires ou modificatives de quelque nature qu'ils soient, sont encadrés par l'article 23 du CCAG FCS.

Seuls les ordres de service notifiés au maître de l'ouvrage lui seront opposables.

3.6 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le Titulaire conduira les installations en prenant toutes les mesures nécessaires pour que soient respectées les dispositions légales et réglementaires en vigueur concernant la fumivoricité, la pollution et la protection de l'environnement.

De plus, le Titulaire pourra proposer à l'ENSP, en fonction de l'évolution des techniques, toute solution pour améliorer la protection de l'environnement, telle que :

- Diminution ou neutralisation des taux de produits polluants avant leur diffusion dans l'atmosphère ou dans les eaux usées,
- Atténuation du niveau sonore résultant du Fonctionnement des installations,
- Toutes mesures utiles pour éviter les salissures ou la détérioration des Façades externes ou internes et des toitures.

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante.

Par dérogation ou en complément de l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles, dont les exemplaires originaux conservés dans les archives du Maître de l'ouvrage font seuls foi en cas de litiges, prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière composé d'un bordereau de prix unitaire (BPU) et de décompositions du prix global et forfaitaire (DPGF). Les prix prévus dans les BPU ne seront considérés comme contractuels que pour la détermination des prix unitaires. Il ne pourra donc servir à donner quelque indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature de prestations et de fournitures à exécuter par l'attributaire du marché.

- Le règlement de la consultation (RC) et ses 5 annexes :

- Annexe 1 : Tableau des qualifications du candidat et/ou groupement
- Annexe 2 : Tableau des prestations similaires
- Annexe 3 : Engagement de confidentialité entreprise et Engagement individuel de confidentialité
- Annexe 4 : attestation de visite des lieux
- Annexe 3 : cadre de mémoire technique

- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses 3 annexes :

- Annexe 1 : Plans du site (les plans seront remis au titulaire du marché)
- Annexe 2 : Liste des équipements
- Annexe 3 : Fiches de prestations

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS)
- L'offre technique du titulaire (mémoire technique...)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché (modèle DC4 joint)

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

Le titulaire est réputé accepter sans restriction ni réserve toutes les clauses de l'ensemble des pièces contractuelles ci-dessus énoncées.

ARTICLE 5 : MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 6 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES

6.1 FORME ET CONTENU DES PRIX

Les prix du marché sont établis en Euros Hors T.V.A.

Les prix du marché sont mixtes, composés d'une partie prix forfaitaire découlant de la décomposition des prix global et forfaitaire (DPGF) et d'une partie à prix unitaire se référant au prix définis dans le bordereau de prix unitaires (BPU) joint à l'offre.

Il est précisé que chaque poste chiffré dans le bordereau de prix unitaires pourra faire l'objet d'une ou plusieurs commandes dans l'année dont les quantités seront librement définies par le pouvoir adjudicateur.

De même, certains postes ne feront l'objet d'aucune commande dans l'année et ce, en fonction de la variation des besoins.

Conformément à l'article 10 du CCAG FCS, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses nécessaires au parfait achèvement des travaux, et notamment :

- Les dispositifs de sécurité,
- La mise en place du cantonnement de chantier et sa base vie,
- Les frais d'acheminement des matériaux (leur stockage et déchargement),
- Les frais de main d'œuvre, y compris les frais particuliers engagés exceptionnellement pour réaliser les travaux dans les délais prescrits (heures supplémentaires, etc.),
- Les frais d'assurance et d'accidents,
- Les droits de brevets éventuels,
- La participation aux dépenses communes,
- Le nettoyage de chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux,

Et, d'une manière générale, toutes les sujétions accessoires, nécessaires au parfait achèvement des Travaux.

6.2 VARIATION DES PRIX

Les prix du Bordereau sont fermes la 1ère année puis révisibles à chaque date anniversaire sur demande écrite du titulaire ou de l'acheteur.

La révision est effectuée par application de la formule suivante :

$$P = P0*(0,15+0,7*ICHT-IME/ICHT-IMEo + 0,15*FSD1/FSD1o)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé hors TVA

P0 = Prix initial H.T.

ICHT-IME= dernière valeur connue de l'indice du cout horaire du travail des industries mécaniques et électriques publié par l'INSEE

ICHT-IMEo = valeur initiale de l'indice ICHT-IME au mois d'établissement des prix (Mois M0).

FD= dernière valeur connue de l'indice des frais et services divers catégories 1 publié par l'INSEE

FDo = valeur initiale de l'indice FSD1 au mois d'établissement des prix (Mois M0).

Indice retenu :

ICHT-IME = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques

FD = Frais divers publié par l'INSEE.

6.3 MODALITES FINANCIERES

6.3.1 Répartition des paiements

Les paiements interviennent au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

Le prix mensuel est déterminé en divisant par douze (12) le prix annuel figurant sur cette annexe (DPGF), quel que soit le nombre de jours du mois et quel que soit le nombre de jours fériés dans le mois.

Les prestations ponctuelles sont réglées sur présentation de factures établies après l'exécution des prestations définies dans un bon de commande préalablement établi.

6.3.2 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur facture émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire

Pour le règlement des sommes qui leur sont dues, les titulaires établissent leurs factures conformément à la réglementation comptable et fiscale.

La facturation électronique obligatoire pour les marchés publics

Les factures doivent être adressées en utilisant le portail sécurisé « Chorus Pro » à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'ENSP a paramétré les éléments suivants :

- Libellé de la structure : ECOLE NATIONALE DE LA POLICE
- SIRET : 196 901 896 000 15
- Le numéro d'engagement est facultatif

Vous pouvez, pour plus d'informations, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la facturation électronique : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>.

6.3.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique. Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum.

En cas de retard de paiement, l'acheteur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions des articles L. 2192-12 et L. 2192-13 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calculs des intérêts moratoires est la suivante :

$IM = M + J / 365 + \text{Taux IM} + F$

F = forfait de 40 euros de frais de recouvrement

Taux IM = Taux des intérêts moratoires applicables

M = montant TTC de la demande de paiement

J = nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du titulaire. Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale, et sans indemnité, du présent marché aux torts exclusifs du titulaire

6.3.4 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement de l'avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant du marché est supérieur à 50 000 € hors taxe (HT) et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 7 : DISPOSITIONS DIVERSES

7.1 ECHANGES DEMATERIALISES

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique ou via le profil d'acheteur.

7.2 SOUS TRAITANCE

Il est précisé que les contrats de sous-traitance sont soumis aux mêmes conditions d'intervention que le présent marché. En aucun cas, ils ne peuvent être en contradiction ou inférieurs en qualité au présent marché, le Titulaire restant responsable des interventions de ses sous-traitants.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent.

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement avant commencement des prestations par le sous-traitant.

Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 à l'acheteur (ainsi que toutes les pièces administratives du sous-traitant (voir paragraphe 5.2 du RC)) et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande. A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

7.3 ASSURANCES

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

7.4 GARANTIES

Le matériel fourni par le Titulaire en cours de marché, pour des travaux exécutés dans le cadre du forfait ou hors forfait, est garanti pendant une durée de 2 (deux) ans ou pendant la durée de garantie minimale accordée par le fabricant si celle-ci est supérieure.

Doit être tenu à jour des carnets de maintenance mentionnent la date de mise en service du matériel. Si une nouvelle défaillance affectant le même organe et ayant la même origine que la première se produit dans le délai de garantie ainsi défini, il n'y a pas de facturation pour la seconde réparation.

En cas de travaux neufs réalisés avant le début du marché ou pendant le marché par l'ENSP, le Titulaire assiste l'ENSP pendant les périodes de garantie dues par les entreprises pour mettre en évidence les défauts, défaillances, malfaçons ou non-façons et faire jouer les garanties. Le titulaire est tenu de porter à la connaissance de l'ENSP l'incidence de tout vice caché qu'il aurait découvert et dès qu'il en a connaissance.

Pour la prise en compte des garanties, la date de réception des installations est précisée sur les procès-verbaux de réception.

Le Titulaire assiste à la réception des équipements ou matériels, survenant en cours de marché et aux levées de réserves effectuées. Les observations qu'il émet ne peuvent entraîner son refus d'assurer ses obligations d'exploitation et de maintenance normale de l'installation.

7.5 AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire par tout moyen (courriel, voie postale, sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement...)

ARTICLE 8 – DELAI D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES – MODALITES D'EXECUTION

8.1 DELAI D'EXECUTION

Les délais sont ceux exprimés au CCTP (notamment à l'article 4.4 du CCTP).

8.2 ETAT DES LIEUX

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché, les locaux en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et mobiliers devra être établi au début et à la fin de l'exécution du marché par un représentant de l'acheteur avec la présence d'un membre habilité de la société.

Tout défaut de communication des pièces (compte-rendu, de rapport annuel ou de procès-verbal) dans les délais vaudra l'application des pénalités prévues au contrat (article 8.4 du présent CCAP).

8.3 RESULTATS ET VERIFICATION

D'une manière générale, le Titulaire garantit la fiabilité, les résultats minimaux et la pérennité des installations. Les performances à garantir en matière de continuité de service sont de manière générale, les conditions de fonctionnement et d'exploitation définies dans le CCTP.

Les résultats à obtenir sont également appréciés en fonction du nombre d'incidents de fonctionnement, de l'indisponibilité des matériels, équipements ou locaux, ainsi que du non-respect des conditions définies au CCTP.

Des opérations de vérification et essais peuvent être réalisées par l'ENSP et ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché.

Elles portent essentiellement sur la quantité et la qualité des prestations exécutées ou des matériels installés.

Ces opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du Titulaire ou indépendamment de celles-ci. Le Titulaire ou son représentant est présent lors des opérations de vérification.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie sur un équipement altérant la sécurité des personnes et/ou des biens, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de l'équipement concerné.

Dans le cas où ces immobilisations sont la conséquence d'une défaillance du Titulaire, les pénalités sont appliquées.

Les essais prévus par le CCTP sont à la charge du Titulaire. Si les essais sont complémentaires à ceux prévus par le marché et s'ils mettent en évidence une carence du Titulaire, celui-ci en supporte la charge. En revanche, si les résultats d'essais sont favorables au Titulaire, l'ENSP prend en charge leur coût.

Tout manquement ou toute défaillance du Titulaire, ne pouvant être assimilés à un cas de force majeure, fait l'objet d'un constat par l'ENSP qui est notifié au Titulaire et donne lieu à une décision de réfaction partielle ou totale et/ou d'application de pénalités forfaitaires sans mise en demeure préalable.

Sont assimilés à des cas de force majeure, dégageant la responsabilité du Titulaire, tout événements exceptionnels non imputables au Titulaire, n'ayant pu être ni prévus, ni empêchés par lui et le mettant dans l'impossibilité absolue de remplir tout ou partie de ses engagements, notamment en cas de rupture d'approvisionnement de chaleur ou, en solution de base, de matériel hors d'usage non remplacé bien que l'ENSP en ait été avisée par écrit.

Dans tous les cas, le Titulaire doit prendre toutes dispositions pour remettre le matériel ou l'équipement en état de fonctionnement ou de propreté normal.

8.4 PENALITES

Les stipulations de l'article 14 du CCAG sont applicables sous réserve des dispositions suivantes :

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée pour les pénalités ne dépassant pas 1 000 €.

Le décompte de pénalités peut s'effectuer sur la facture du mois considéré. Les pénalités sont exprimées en €.

Les pénalités sont applicables dès le premier euro et elles sont cumulables entre elles. Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le présent marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

Les pénalités sont fermes et non révisables.

8.4.1 DEFINITION DES PENALITES

Des pénalités sont appliquées au TITULAIRE en cas de non-respect des engagements contractuels.

Les pénalités portent sur :

- ♣ le retard dans l'exécution de la maintenance préventive ;
- ♣ le non-respect des dates des interventions programmées ;
- ♣ le dépassement des délais d'intervention,
- ♣ le dépassement du délai de remise en état définitive ;
- ♣ le dépassement du délai d'établissement d'un diagnostic ;
- ♣ la répétition de défaillances pour un équipement ;
- ♣ l'absence aux réunions programmées ;
- ♣ la non remise des documents d'exploitation à fournir ;
- ♣ la non tenue à jour des documents ;
- ♣ la non restitution des documents techniques en fin de marché. Toutes ces pénalités sont cumulables.

Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de forces majeures, mais d'une façon générale elles s'appliquent lorsqu'elles résultent des actes tels que vandalisme, malveillance et utilisation non conforme.

Les pénalités ne sont pas libératoires, que ce soit de la parfaite exécution des prestations ou de la réparation de l'entier préjudice subi par l'Administration découlant du non-respect par le TITULAIRE de ses obligations.

Le TITULAIRE s'oblige à déduire de ces facturations le montant des pénalités qui lui est signifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

Par mois, les pénalités sont limitées à un maximum de 15% du douzième du prix total hors taxes figurant dans l'état des Prix Forfaitaires pour le site considéré (par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS)

Les pénalités décrites ci-après sont fermes sur la durée du marché et sont déduites sur le montant hors taxes de la facture.

L'Administration notifie les pénalités au TITULAIRE par lettre recommandée avec accusé de réception ou par simple courrier électronique au plus tard UN (1) mois suivant la découverte du fait générateur de la pénalité. Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, Sans contestation CINQ (5) jours ouvrés après réception de la lettre recommandée, les pénalités sont considérées comme acceptées par le TITULAIRE.

8.4.2 RETARD DANS L'EXECUTION DE LA MAINTENANCE PREVENTIVE

En cas de retard de plus de DEUX (2) semaines dans l'exécution de la maintenance préventive par rapport au planning prévisionnel établi suivant les conditions de l'article 12 du CCTP, une pénalité de DEUX CENT CINQUANTE (250) Euros hors taxes sera appliquée par jour calendaire de retard excédant le délai.

8.4.3 NON RESPECT DES DATES D'INTERVENTIONS PROGRAMMEES DEFINIES AU CCTP

Le non-respect d'une date d'intervention programmée, hors entretien préventif, (non-respect non signalé 48 heures à l'avance) implique une pénalité de CENT (100) Euros hors taxes par jour calendaire de retard.

8.4.4 DEPASSEMENT DU DELAI D'INTERVENTION DEFINI AU CCTP

En cas de dépassement du délai contractuel d'intervention ou du délai de remise en état provisoire lors des interventions d'urgence à la suite d'une défaillance, une pénalité de CENT (100) Euros hors taxes par heure de retard et par défaillance, temps compté en heures entières par excès, sera appliquée au TITULAIRE.

Tout décalage supérieur à DEUX (2) semaines pour la date de réception définitive liée au planning de mise en œuvre GMAO implique une pénalité de TROIS CENTS (300) Euros hors taxes par semaine supplémentaire de retard jusqu'à réception.

Les manquements prolongés sont notifiés au TITULAIRE par un constat établi sur place et signé des deux parties. Le TITULAIRE est tenu d'y remédier dans un délai de 48 heures, les pénalités prévues continuant à courir.

Au-delà de ce délai, le responsable de site exploitation maintenance (RSEM) peut prendre, aux frais du TITULAIRE, les mesures nécessaires par d'autres moyens afin d'obtenir le fonctionnement normal des installations

Les pénalités visées ci-dessous continuent à s'appliquer pendant la période où l'ENSP assure la prestation à la place du Titulaire.

Le présent article s'applique sans préjudice de résiliation possible conformément à l'article "Résiliation" du présent CCAP.

Dans le cas de prestations non conformes, l'information est transmise au Titulaire par l'ENSP. Les délais sont calculés à partir de la réception de l'information par le Titulaire. Tout appel du Titulaire par l'ENSP est consigné sur un registre conservé par l'ENSP.

Après remise en fonctionnement, le Titulaire en informe par courriel l'ENSP, qui porte l'heure de fin d'intervention sur le registre.

L'ENSP peut, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre le Titulaire en demeure de remédier aux non-conformités constatées dans un délai de (24) vingt-quatre heures à compter de la réception de la lettre de mise en demeure, les pénalités prévues ci-dessus, continuant à courir.

Si à l'expiration de ce délai, le Titulaire ne peut assurer une prestation normale, l'ENSP peut y pourvoir aux frais (réfaction) et risques du Titulaire.

De plus, si 8 (huit) jours calendaire après l'envoi de la lettre recommandée, le Titulaire n'avait pas su assurer la reprise d'une exploitation normale, le marché peut être résilié de plein droit à la seule initiative de l'ENSP, sans préjudice du droit à indemnité selon les règles du droit commun.

Il est précisé que ces pénalités peuvent se cumuler.

L'application d'une pénalité est indépendante de la suppression du règlement de la prestation non exécutée.

8.4.5 DELAI DE REMISE EN ETAT DEFINITIVE DEFINI AU CCTP

En cas de retard dans la remise en état définitive, après panne des matériels ou équipements, ou fonctionnement défectueux dû à la panne de l'un des composants, le TITULAIRE subit une pénalité modulée suivant le type de matériel ou équipement concerné, et appliquée dans les conditions suivantes :

a) pour les matériels ou équipements considérés comme essentiels, tout dépassement de délai entraîne l'application d'une pénalité uniforme de QUATRE CENT CINQUANTE (450) Euros hors taxes par jour calendaire et par matériel ou équipement jusqu'à remise en état définitive de fonctionnement.

b) pour les autres matériels ou équipements, tout dépassement de délai, il est appliqué une pénalité uniforme de CENT CINQUANTE (150) Euros hors taxes par jour calendaires et par matériel ou équipement, jusqu'à remise en état de fonctionnement.

8.4.6 DELAI D'ETABLISSEMENT D'UN DIAGNOSTIC DEFINI AU CCTP

En cas de retard dans l'établissement d'un diagnostic après intervention du TITULAIRE, il subit une pénalité modulée suivant le type de matériel ou équipement concerné, et appliquée dans les conditions suivantes :

a) pour les matériels ou équipements considérés comme essentiels, tout dépassement de délai entraîne l'application d'une pénalité uniforme de QUATRE CENT CINQUANTE (450) Euros hors taxes par jour calendaire et par matériel ou équipement jusqu'à la fourniture du diagnostic pertinent correspondant.

b) pour les autres matériels ou équipements, tout dépassement de délai, il est appliqué une pénalité uniforme de CENT CINQUANTE (150) Euros hors taxes par jour calendaire et par matériel ou équipement, jusqu'à la fourniture du diagnostic pertinent correspondant.

8.4.7 REPETITION DES DEFAILLANCES POUR UN EQUIPEMENT

A partir de la deuxième défaillance identique constatée sur un même équipement dans le mois qui suit une intervention de maintenance préventive ou corrective, une pénalité de TRENTE (30) Euros hors taxes est appliquée pour chaque nouvelle défaillance qui suivra.

8.4.8 ABSENCES AUX REUNIONS PROGRAMMEES DEFINIES AU CCTP

L'absence du représentant du TITULAIRE et/ou du contremaître du TITULAIRE aux réunions programmées implique une pénalité de CENT (100) Euros hors taxes par personne et par retard ou absence.

8.4.9 NON REMISE DE DOCUMENTS D'EXPLOITATION A FOURNIR AU CCTP

Le TITULAIRE se voit appliquer une pénalité de CENT CINQUANTE (150) Euros hors taxes par compte-rendu non remis dans les délais suivants :

- UNE (1) semaine pour les comptes-rendus d'incidents, les plannings de maintenance et les comptes-rendus de conduite,

- DEUX (2) semaines pour les comptes-rendus mensuels,
- TROIS (3) semaines pour les comptes-rendus annuels à compter de la date de remise définie au C.C.T.P ou à défaut celle signifiée par le RSEM, date qui ne peut être antérieure.

Au-delà de la période de trois semaines définie pour le compte-rendu annuel, une pénalité de CENT CINQUANTE (150) Euros hors taxes par semaine supplémentaire de retard sera appliquée. Cette pénalité est étendue à SEPT CENT CINQUANTE (750) Euros hors taxes par semaine au-delà de DEUX (2) mois de retard.

8.4.10 NON TENUE A JOUR DES DOCUMENTS TECHNIQUES DEFINIS AU CCTP

La non tenue à jour des documents sur site et notamment des registres de sécurité, carnet sanitaire etc entraîne pour chaque document une pénalité de VINGT (20) Euros hors taxes par document.

8.4.11 NON PRESENTATION DES DOCUMENTS A PRESENTER

Pour chaque document demandé non présenté, une pénalité de CENT (100) Euros hors taxes est appliquée.

8.4.12 NON RESTITUTION DES DOCUMENTS DES DOCUMENTS TECHNIQUES EN FIN DE MARCHÉ

En cas de non restitution des documents définis, des logiciels et bases de données renseignées de la GMAO, le dernier jour du contrat, une pénalité égale à 5% du prix global et forfaitaire annuel du marché total sera appliquée.

Cette pénalité s'ajoute à toutes les pénalités en cours sans limitation.

8.5 CONDITIONS D'EXECUTION

8.5.1 Le personnel

L'absence d'un ou plusieurs membres du personnel, pour quelque raison que ce soit, ne saurait, sauf cas de force majeure, dispenser le titulaire du marché de garantir la continuité de l'exécution des prestations.

En cas de carence du titulaire, l'acheteur se réserve le droit de faire appel à d'autres prestataires et à en faire supporter le coût au titulaire concerné par réfaction sur les sommes qui auraient été dues du fait de l'exécution normale des prestations.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interdire l'accès au site et de demander le remplacement immédiat des personnes jugées par elle comme indésirables sans être tenue d'en préciser le motif. Cette disposition s'applique également aux tiers.

8.5.2 Modalités

Les prestations devront être effectuées dans le strict respect des prescriptions administratives et techniques figurant dans le présent CCAP, CCTP, CCAG-FCS.

8.5.3 Vérifications qualitatives et quantitatives

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché. Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues aux dispositions applicables de la consultation.

Réunions d'incidents d'exécution

Les problèmes d'exécution donnent lieu à des réunions, organisées à l'initiative du responsable du site ou du titulaire. Le titulaire doit habiliter une personne compétente.

Réunions mensuelles, compte-rendu mensuel et rapport annuels

Le responsable de site organise une réunion de suivi de l'exécution des prestations. Il en informe le titulaire avec un préavis de 15 jours avec communication de l'ordre du jour, afin de lui permettre de désigner ses représentants devant participer à cette réunion.

Le titulaire établit un compte-rendu de chaque réunion mensuelle et doit délivrer un bilan annuel qui permet à la personne publique d'apprécier les décisions et résultats de l'ensemble des prestations objet de ce contrat (fréquentation – problèmes rencontrés...).

Le titulaire peut proposer des suggestions d'amélioration du service sans que la personne publique soit liée.

8.5.4 Hygiène et sécurité

Avant le début du contrat, le titulaire s'engage à visiter tous les locaux en lien avec l'objet du marché, afin de définir avec le représentant de l'acheteur, toutes les mesures à prendre dans le but de respecter les conditions générales d'hygiène et de sécurité en vigueur.

Le plan d'hygiène et de sécurité sera consigné dans un procès-verbal et remis au représentant de l'acheteur. Il concernera l'ensemble des sites concernés par le marché et indiquera de manière précise et détaillée :

- les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques encourus par le personnel, tant dans les modes opératoires que dans les différentes phases d'exécution des prestations. Le plan explicitera les moyens de prévention concernant les chutes de personnel et l'utilisation des produits et du matériel ;
- les mesures prévues pour les premiers secours aux malades et accidentés ;
- les mesures concourant à une bonne hygiène du travail.

ARTICLE 9 : UTILISATION DES RESULTATS, CONFIDENTIALITE et RGPD

9.1 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL - RGPD

Chaque Partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant de l'acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant.

Pour assurer cette protection, il incombe au représentant de l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents du Marché.

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci. Il les fait figurer au sous-traité et à la demande de sous-traitance.

9.2 CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès. En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 1000,00€ par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation du marché à ses torts. Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

9.3 DISPOSITIONS RELATIVES A LA DISCRETION PROFESSIONNELLE ET AU RESPECT DES PRINCIPES D'EGALITE, DE LAICITE ET DE NEUTRALITE

9.3.1 Comportement du personnel

Le personnel doit faire preuve de discrétion professionnelle (conformément aux règles définies par le code pénal) pour tous les faits, informations ou documents dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions (Article 5.1 CCAG FCS).

9.3.2 Respect des principes d'Egalité, de laïcité et de neutralité

1. Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'une opération relevant du service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution de l'objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- D'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- De remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution des prestations objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées. Il s'assure que les contrats de sous-traitance conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

2. Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur ou l'autorité conquérante se réserve la faculté :

- Soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- Soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour calendaire, puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

ARTICLE 10 : RESILIATION DU MARCHE – DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES

10.1 RESILIATION DU MARCHE

Le marché peut être résilié dans les conditions fixées aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En complément à l'article 41.1 du CCAG-FCS, le marché peut également être résilié par le représentant du pouvoir adjudicateur et sans indemnité, à la fin de la période ferme de 1 an et, à tout moment de l'exécution du marché, si le titulaire refuse ou se révèle incapable de mettre en œuvre, dans des

conditions satisfaisantes, les mesures prescrites dans le présent CCAP. Il est bien entendu que ces mesures demandées restent dans les compétences du titulaire.

Le titulaire sera considéré comme défaillant s'il n'est pas en mesure d'exécuter la prestation. En cas de défaillance totale ou partielle, le titulaire sera mis en demeure, par lettre avec accusé de réception d'honorer ses engagements dans un délai de 8 jours calendaires. Passé ce délai, ou en cas de défaillance réitérée (3 fois maximum), la personne publique appliquera l'article 41 du CCAG-FCS.

Dans le cadre d'une résiliation, notamment pour faute du titulaire, il ne sera versé aucune indemnité (par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS) et les prestations pourront être exécutées aux frais et risques du titulaire. Les prestations éventuellement engagées par le titulaire ne seront pas réglées.

10.2 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

ARTICLE 11 : COMPLEMENT AU CCAP

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter de complément au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

ARTICLE 12 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

La loi française est seule applicable au présent marché.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations. En cas de litige, le tribunal compétent est le :

Tribunal administratif de Lyon - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON Cedex 3

ARTICLE 13 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations au CCAG FCS sont explicitées dans le corps du CCAP.

Liste des articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé et intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations

Articles du CCAG auxquels il est dérogé	Intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations
Article 4.1 CCAG FCS	DOCUMENTS CONTRACTUELS

Article 14.1.1 CCAG FCS	PENALITES POUR RETARD
Article 14.1.2 CCAG FCS	PENALITES POUR RETARD
Article 14.1.3 CCAG FCS	PENALITES POUR RETARD
Article 41.1 CCAG FCS	RESILIATION DU MARCHE
Article 42 CCAG FCS	RESILIATION DU MARCHE